

COMMUNE D'OUFFET

CONVOCAATION DU CONSEIL COMMUNAL C.D.L.D.

Art.L1122-11 Le Conseil s'assemble toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions, et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année le conseil s'est réuni moins de 10 fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis à l'article 1122-12, alinéa 2, pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du conseil.

Art.L1122-12 Le Conseil est convoqué par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le Collège des Bourgmestre et Echevins est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Art.L1122-13 §1^{er} Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3. Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§2 Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement des membres du Conseil Communal, dès l'envoi de l'ordre du jour. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L1122-18 peut prévoir que le Secrétaire Communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux Conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

Art.L1122-15 Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le Conseil. La séance est ouverte et close par le Président.

Art.L1122-17 Le Conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente. Cependant si l'Assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les 2^{ème} et 3^{ème} convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la 2^{ème} fois ou pour la 3^{ème} fois que la convocation a lieu; en outre, la 3^{ème} convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Le 15 mai 2014

A Monsieur Paul WAUTELET, Conseiller communal,

Conformément aux articles L1122-11 et L1122-12 du CDLD, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil Communal qui aura lieu à la Maison communale d'OUFFET le 26 mai 2014 à 19H00'.

L'ordre du jour de cette assemblée est reproduit ci-après.

ORDRE DU JOUR.

Première convocation.

SEANCE PUBLIQUE :

1. Assemblées générales d'intercommunales (AIDE, FINIMO, ORES Assets, etc) – Approbation de l'ordre du jour de ces assemblées : décision à prendre.
2. Intercommunale – Transfert du réseau de distribution d'Ellemelle de la SWDE à la CILE : décision à prendre.
3. Comptabilité communale – Comptes ex. 2013 : décision à prendre.
4. Comptabilité communale – Modification budgétaire n°1 ex. 2014 : décision à prendre.
5. Personnel communal :
 - Nouvelle législation relative aux grades légaux : Statut administratif du directeur général de la Commune - Statut pécuniaire du directeur général – Adaptation des statuts administratif et pécuniaire du personnel communal : décision à prendre
 - Statut administratif du personnel communal : décision à prendre.
6. Personnel du CPAS :
 - Nouvelle législation relative aux grades légaux : Statut administratif du directeur général du CPAS : décision à prendre ;
 - Statut pécuniaire du directeur général du CPAS –décision à prendre ;
 - Statut du personnel du CPAS (vacances annuelles) : décision à prendre. (point à confirmer).
7. GAL 2014-2020 – Contribution communale de transition : décision à prendre.
8. Service travaux – Remplacement de la camionnette KANGOO accidentée – Marché de fourniture – Conditions du marché : décision à prendre.
9. Police : divers arrêtés pris depuis le 09/04/2014 : ratification.

Par le Collège,

Le Directeur général,
Henri LABORY

La Bourgmestre,
Caroline MAILLEUX